



Déclaration de l'intersyndicale Solidaires, CGT et FO : audience collective 24 janvier 2019

M le directeur,

A la demande de l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO, vous avez accordé une audience collective aux agentes et agents de la DRFIP 75. Comme vous le voyez, ces dernières et derniers sont venus massivement car elles et ils ont des choses à vous dire. Avant de leur laisser la parole, quelques mots.

Dans un contexte particulier de mobilisations citoyennes, nées des injustices fiscales et sociales, dans une période de mise en place du Prélèvement À la Source, aujourd'hui devant se tenir en deuxième convocation, le CTL emplois pour entériner la déclinaison au niveau départemental du projet de loi de finances 2019.

Pour Paris, ce sont donc 163 nouvelles suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux 1512 emplois déjà supprimés depuis un peu plus de 10 ans. Cette situation est catastrophique pour les agentes et agents mais aussi pour les usagers.

Nous n'arrivons plus à faire face ! Que l'on soit en SIP, en SIE, au SDE, au SPF, au CDIF, en SPL, en direction...nous n'y arrivons plus ! Et l'annonce officielle de 10 000 suppressions de postes dans la fonction publique en 2020 a de quoi nous inquiéter sachant que la DGFIP est toujours particulièrement mise à contribution.

Les récentes révoltes sociales devraient donner à réfléchir sur l'aspiration des citoyennes et citoyens, dont nous faisons partie, à l'augmentation des salaires et des minima sociaux, au maintien des services publics (et par la même des emplois), vecteurs d'égalité et à une répartition plus juste de la fiscalité.

Cette situation ne s'arrange pas, bien au contraire. La mise en place du PAS avec un manque criant de personnel, un manque de formation, les mensonges médiatiques de notre ministre contraire à la réalité accélèrent la détérioration de nos conditions de travail ; accélèrent le sentiment de ras-le-bol fiscal pour les usagers dans un contexte où l'injustice fiscale est devenue centrale.

Il ne suffit pas de prendre un appel de deux minutes devant tous les médias pour dire que tout va bien. Car celles et ceux qui sont dans les services au quotidien savent

pertinemment que rien ne va.

Et ce n'est pas la prime exceptionnelle de 200 euros pour seulement une partie des agentes et des agents qui améliorera notre quotidien. Prime qui exclut 60 % des agentes et agents de la DGFIP comme si ces dernières et derniers n'œuvraient pas à la l'intérêt général et au service public. **Quel mépris !** Nous refusons la division entre collègues. Nous demandons, a minima, que cette prime de 200 € soit attribuée à toutes et tous et pérennisée.

Nous revendiquons la prime de 1 000 € promise par le président de la République comme acompte sur la revalorisation de la valeur du point d'indice.

La suppression massive des effectifs, la fermeture et la fusion de postes et de services, la mise en place de l'accueil sur rendez-vous, pèsent sur les services, tous les services, et contraignent les agentes et les agents , tous les agentes et les agents, à travailler à flux tendu pour respecter différentes dates butoirs. Ce contexte ne nous permet plus d'effectuer un travail cohérent et un service public de qualité. Et notre ministre ose parler de « **petite surcharge de travail** » !!! **Quel mépris !**

Nous avons appris que les n°1 ont participé à une réunion à Bercy mi-décembre pour une présentation du cahier des charges de la DGFIP à réaliser d'ici 2022 et ayant comme thème celui de « bâtir un nouveau réseau » En voici un extrait :

- nouveau mode d'organisation des SPL intégrant la question du statut des personnels
- regroupement des SIE et des SIP dans la limite de 50 ETP environ par services
- resserrement des SPF avec des propositions de localisation au profit des zones défavorisées

Sans oublier que ce document indique également des délocalisations possibles.

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui, M. le directeur, pour vous entendre dire que vous ne pouvez pas agir sur des décisions nationales dont vous êtes complice.

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui, M. le directeur, pour vous entendre dire, la main sur le cœur, que vous nous comprenez mais que, dans les faits, vous accélérez la destruction de nos missions, de notre service public dont vous êtes complice.

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui M le directeur vous entendre dire que vous avez défendu nos emplois. En les mettant en œuvre ,vous êtes complice .

Nous sommes venus pour que vous entendiez le quotidien , la réalité des agentes et agents de Paris.

Nous sommes venus pour que vous nous apportiez des réponses concrètes aux revendications et aux fortes inquiétudes des agentes et agents sur de nombreuses questions y compris sur la géographie revisitée et sur le fameux projet de la direction générale de bâtir un nouveau réseau, et qui pourrait voir très rapidement certains

services parisiens être transférés en régions. Vous devez rendre votre copie le 15 février. Vous ne pouvez plus dire que vous réfléchissez. Vous devez livrer aujourd'hui les propositions que vous ferez à la DG.

Nous sommes venus car vous pouvez, en tant que directeur, agir pour que nos conditions de travail ne se détériorent pas.

Vous pouvez agir pour le bon exercice de nos missions.

Vous pouvez agir pour que notre service public demeure un service public de proximité et de qualité.

Vous pouvez et devez agir pour soutenir réellement les agentes et les agents.

Voilà notre demande.

Mais laissons désormais la parole aux agentes et agents.